

Occuper pleinement l'espace d'intervention qui s'ouvre

L'actualité politique et sociale continue à être marquée par l'annonce de plans de licenciements et de restructurations (Alcatel).

La gravité des coups portés à l'emploi par des grands groupes aux profits historiques a fortement contribué ces dernières semaines à politiser l'exigence de réponses concrètes et fortes. Elle a révélé les termes d'un débat conflictuel à gauche : s'agit-il de rendre les licenciements plus acceptables, un peu plus coûteux sans toucher au diktat des normes de rentabilité financière.

“(...) Il s'agit, tout de suite d'ouvrir un processus d'interventions pour exiger partout un moratoire suspensif sur les plans sociaux (...)”

De ce point de vue, l'adoption, sous l'impulsion des communistes, d'un volet « licenciements » dans la loi de modernisation sociale, la publication des décrets de la loi Hue sur l'utilisation et le contrôle des fonds publics accordés aux entreprises marquent une étape.

Un espace d'intervention s'ouvre pour les salariés, les populations, sur un terrain pourtant décrété intouchable.

La droite et le MEDEF ne s'y sont d'ailleurs pas trom-

pés. Mobilisés, ils ont obtenu le report de l'examen de la loi au Sénat en octobre.

Sans attendre ce débat et la publication des décrets d'application de la loi, une course de vitesse est entamée. Une très grande bataille s'engage. Elle a besoin de l'initiative politique et citoyenne pour être portée haut à partir des luttes et des résistances dans notre pays et en Europe.

Sur le terrain, à partir des annonces de restructurations et des plans sociaux, il s'agit, tout de suite, d'ouvrir, un processus d'interventions, pour exiger partout un moratoire suspensif sur les plans sociaux, les restructurations. De faire vivre le droit de contre-propositions des Comités d'entreprise, des salariés, en lien avec les populations, les élus des bassins d'emplois concernés, pour accéder à un partage nouveau des pouvoirs sur l'utilisation de l'argent des entreprises, des aides publiques et faire prévaloir des critères d'efficacité sociale.

C'est au service de ce besoin d'avancées nouvelles que les communistes veulent résolument se placer durant ces mois d'été.

Ceci est d'autant plus urgent que la situation est marquée par un retournement de la croissance mondiale qui frappe désormais l'ensemble des zones économiques, avec à la clé la recrudescence du chômage. Pour maintenir leurs marges, les grands groupes multiplient les suppressions d'emplois et les restructurations.

La zone euro et la France ne sont pas épargnées. Après avoir prétendu que la France était à l'abri du ralentissement mondial, L. Fabius s'est vu contraint de baisser à nouveau ses prévisions pour 2001.

Toutefois, il présente la situation comme la meilleure de tous les pays développés, ce qui, selon lui, justifierait les nouvelles mesures de soutien aux marchés financiers, d'amplification de la pression sur le coût salarial de l'emploi et de rigueur budgétaire. Or c'est précisément avec cela qu'il faut rompre. Car la fragilité de la croissance actuelle doit beaucoup à l'insuffisance des salaires, des emplois stables, des qualifications, de la formation encouragés par les choix de la politique économique actuelle, comme en témoignent le refus du gouvernement de revaloriser vraiment le SMIC, les minima sociaux et les pensions. De même, le « Rapport pour le débat budgétaire 2002 » s'assigne un objectif de « plein-emploi ». Mais, de manière contradictoire, le Gouvernement n'hésite pas à se prévaloir de la politique « de modération » des coûts salariaux, de réforme structurelle des services publics et de l'accroissement deux fois plus rapide des emplois non qualifiés dans l'emploi total. De fait, le freinage de la dépense devient le levier fondamental de la politique.

Cette situation pèse fortement sur la situation politique.

D'autant que, dans cette période, de nouvelles aspirations à la sécurité de l'emploi, de la formation et des revenus, et à l'intervention citoyenne dans les entreprises s'expriment chez les salariés, les citoyens.

La presse fait d'ailleurs état d'une présidentielle ouverte avec Jacques Chirac « plombé par les affaires » et Lionel Jospin en butte aux difficultés économiques et au risque de remontée du chômage. Dans ce contexte, la recherche d'une candidature qui rassemblerait au centre est activement relancée.

Les communistes sont eux déterminés à occuper pleinement l'espace politique, à poursuivre le travail engagé pour la mise en œuvre de réformes de gauche pour l'emploi, la formation, le pouvoir d'achat, la protection sociale, la sécurité, l'avenir des jeunes, le cadre de vie, la démocratie citoyenne.

Durant les prochaines semaines, ils articuleront tour de France des entreprises touchées par les licenciements et initiatives de rencontres des salariés, des organisations syndicales, des associations de chômeurs, des populations, des élus, pour débattre et se mobiliser. Moment de prolongement, d'élargissement, la fête de *l'Humanité* sera l'occasion d'un nouveau temps de rassemblement populaire pour donner de la force politique aux aspirations.

Les municipales ont été porteuses de messages pour

l'ensemble de la classe politique française. Avertissement a été donné à la gauche plurielle et au Parti communiste.

Les hommes et les femmes de notre pays attendent tout à la fois de la politique qu'elle améliore leur vie quotidienne mais aussi qu'elle donne sens à une société du troisième millénaire.

“Les communistes sont eux déterminés à occuper pleinement l'espace politique pour la mise en œuvre de réformes de gauche pour l'emploi (...)”

C'est à cela que les communistes ont décidé de s'attaquer en liant intimement propositions, initiatives immédiates utiles pour résister à l'ultra-libéralisme, travail de co-élaboration d'un projet communiste, débat à propos d'une nouvelle manière de faire de la politique, participant, dans les difficultés de la vie concrète, à la reconstruction d'une offre politique profondément transformée ; une offre politique dont les hommes et les femmes ne soient plus dessaisés, mais dont ils et elles deviendraient le cœur. n



Brigitte Dareau,
membre du collège exécutif du PCF